

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'ESPACE

ACADÉMIE DE STRASBOURG

CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES

UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES

1, quai du Maire Dietrich – CS 50168

67004 STRASBOURG Cedex

☎ 03 88 21 28 00



Réalisation des prestations de nettoyage courant et ponctuel, ainsi que des services associés, pour les résidences universitaires, les restaurants universitaires, une salle de spectacle et les bureaux relevant du Crous de Strasbourg.

Marché n° 25 012

Marché public de services

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES C.C.A.P (COMMUN A TOUS LES LOTS)**

Marché passé selon une procédure formalisée en appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L2124-1, L2124-2, R2124-1, R2124-2-1° du Code de la Commande Publique

ABREVIATIONS UTILISEES :

**C.C.A.G.-FCS** : Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par arrêté du 30 mars 2021

**C.C.P.** : Code de la Commande Publique

**C.C.A.P** : Cahier des Clauses Administratives Particulières

**C.C.T.P** : Cahier des Clauses Techniques Particulières

**CROUS** : Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires

**CLOUS** : Centre Local des Œuvres Universitaires et Scolaires

**RU** : Restaurant universitaire

CCAP : Marché n°25 012 : Réalisation des prestations de nettoyage courant et ponctuel, ainsi que des services associés, pour les résidences universitaires, les restaurants universitaires, une salle de spectacle et les bureaux relevant du Crous de Strasbourg\_v3

## Table des matières

Article 1 Identification des parties contractantes .....	1
1.1 Identification du Pouvoir adjudicateur .....	2
1.2 Identification de l'opérateur économique .....	3
Article 2 Objet du marché – Nature des prestations .....	4
Article 3 Conditions de la consultation – Procédure de passation - Allotissement -tranches – variantes	
3.1 Procédure de passation.....	5
3.2 Allotissement .....	5
3.3 Tranches.....	5
3.4 Variantes.....	5
3.5 Forme du marché .....	5
Article 4 Durée et délais d'exécution.....	6
Article 5 Pièces contractuelles constitutives du marché.....	6
5.1 Pièces particulières .....	6
5.2 Pièces générales.....	6
Article 6 Prescriptions d'organisation relatives au Crous de Strasbourg .....	7
Article 7 Modalités d'exécution des prestations – Périmètre des prestations .....	7
7.1 Modalités d'exécution des prestations récurrentes- forfaitaires .....	7
7.2 Modalités d'exécution des prestations à la survenance du besoin- Bons de commande.....	7
Article 8 Pilotage du marché.....	8
8.1 Représentation des parties.....	8
8.2 Remplacement des intervenants.....	8
8.3 Grèves – continuité du service.....	8
Article 9 Prolongation et/ou sursis du délai d'exécution des prestations (récurrentes et ponctuelles) ....	9
Article 10 Obligation du titulaire .....	10
10.1 Obligation de résultat .....	10
10.2 Obligations générales et respect de la réglementation .....	10
10.3 Reprise du personnel .....	10
10.4 Liste nominative du personnel .....	10
10.5 Personnel du titulaire .....	10
10.5.1 Transfert du personnel .....	10
10.5.2 Clause de réversibilité : informations sur la masse salariale et le personnel .....	10
10.5.3 Lien de subordination .....	10
10.5.4 Sécurité et protection du personnel (tenues de travail et équipements de protection, visite médicale d'embauche, comportement du personnel, service minimal en cas d'arrêt de travail.....	10
10.6 Obligation d'information, de conseil et de mise en garde.....	10

10.7 Plan de prévention .....	10
10.8 Obligations de confidentialité .....	10
Article 11 Clauses environnementales .....	11
Article 12 Calendrier des prestations .....	12
Article 13 Cadre d'intervention .....	13
Article 14 Conditions particulières d'exécution .....	14
Article 15 Modification des prestations – clause de réexamen .....	15
Article 16 Emploi de la langue française .....	16
Article 17 Contrôle et admissions des prestations .....	17
17.1 Règles particulières appliquées lors du contrôle .....	17
17.2 Contrôle inopiné .....	17
17.3 Décisions après vérifications .....	17
Article 18 Pénalités – Réfactions .....	17
18.1 Pénalités liées à l'exécution du marché .....	18
18.1.1 Manquement aux obligations administratives du titulaire.....	18
18.1.2 Pénalités spécifiques.....	18
18.1.3 Pénalités liées à l'exécution des prestations régulières et/ou à la survenance du besoin.....	18
18.1.3.1 Pour les prestations régulières lots 1, 4, 5 et 7.....	18
18.1.3.2 Pour les prestations exécutées à la survenance du besoin lots 2,3, 6 et 8.....	18
18.1.4 Pénalités pour non-conformité relative à la qualité des prestations.....	18
18.2 Réfactions.....	18
Article 19 Modification portant sur la situation juridique ou économique du titulaire .....	18
Article 20 Cotraitance .....	19
Article 21 Sous-traitance.....	20
Article 22 Conditions financières du marché .....	21
22.1 Forme du prix .....	22
22.2 Nature du prix.....	23
22.3 Contenu du prix .....	23
22.4 Mise à jour du prix – Révision .....	23
Article 23 Facturation.....	23
23.1 Modalités relatives à la facturation .....	23
23.2 Délais de règlement .....	24
23.3 Intérêts moratoires .....	24
Article 24 Clause de sûreté et financement .....	25
24.1 Retenue de garantie .....	25
24.2 Avance et acompte .....	25
24.3 Cession de créance et nantissement .....	25

Article 25 Assurances.....	25
Article 26 Résiliation.....	26
Article 27 Différends et litiges.....	27
Article 28 Dérogations au CCAG-FCS .....	28

## **ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DES PARTIES CONTRACTANTES**

Le présent marché est conclu entre les parties définies ci-après :

### **1.1 Identification du Pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur est le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) de Strasbourg. Il est représenté par Madame Sophie ROUSSEL, Directrice Générale du Crous de Strasbourg.

1 quai du Maire Dietrich – CS 50168

67 004 Strasbourg Cedex

Tél : 03 88 21 28 00

### **1.2 Identification de l'opérateur économique**

Le Titulaire est l'opérateur économique attributaire du lot concerné, avec lequel le pouvoir adjudicateur conclut le présent marché. Il désigne les personnes habilitées à le représenter dans le cadre de l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ – NATURE DES PRESTATIONS**

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations de nettoyage à la fois régulier et ponctuel, ainsi que de services associés, pour les résidences universitaires, les restaurants universitaires, une salle de spectacle et les bureaux gérés par le Crous de Strasbourg.

Les sites d'exécution des prestations sont situés dans le Bas -Rhin et dans le Haut-Rhin.

La liste indicative des sites ayant vocation à intégrer le marché figure en annexe 1 du présent Cahier des Clauses administratives Particulières (C.C.A.P). Des ajouts ou retraits de sites pourront avoir lieu en cours d'exécution. L'avenant pour l'ajout d'un site sera fait par le Crous de Strasbourg après réception et validation du devis du titulaire. Le titulaire du lot concerné ne peut s'opposer à ces ajouts ou retraits, ni à la modification des sites existants, et la mise à jour de la liste doit être faite en cohérence avec la tarification initiale.

Le titulaire du lot concerné sera tenu à une **obligation de résultat** pour exécuter les prestations, objet du présent marché dans les conditions fixées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

Cette obligation de résultat s'applique aux surfaces susceptibles d'être rattachées au marché et le titulaire devra déployer les moyens nécessaires à l'atteinte des objectifs fixés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

La nature et l'étendue des besoins à couvrir prennent en compte les objectifs de développement durable.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières du présent marché.

### **ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

#### ***3.1 Procédure de passation***

Conformément aux dispositions des articles L.2124-1, R.2124-2, R.2124-1, R.2124-2-1° du Code de la Commande Publique, le présent marché est un marché à procédure formalisée, organisé en appel d'offres ouvert.

La négociation est donc interdite.

#### ***3.2 Allotissement***

Le présent marché est divisé en huit (8) lots décomposés de la manière suivante :

<b>Lots</b>	<b>Nature des prestations et sites</b>	<b>Date de début</b>
Lot 1	Entretien régulier des locaux communs, des bureaux et de la Pokop - Sites du Bas-Rhin	01/02/2026
Lot 2	Entretien ponctuel des studios en court séjour(hôtellerie) - Sites du Bas-Rhin	A la survenance des besoins
Lot 3	Entretien ponctuel des logements - Sites du Bas-Rhin	01/08/2026
Lot 4	Entretien régulier des locaux communs - Sites de restauration du Bas-Rhin	01/02/2026
Lot 5	Entretien régulier des communs - Sites d'hébergement du Haut-Rhin	03/01/2026
Lot 6	Entretien ponctuel de La Pokop - Salle de spectacle Paul Collomp - Site du Bas-Rhin	25/08/2026
Lot 7	Entretien régulier des locaux communs – Sites de restauration du Haut-Rhin	03/01/2026
Lot 8	Entretien ponctuel hébergements et restaurants – Sites du Haut-Rhin	17/01/2026

Chaque lot séparé constitue un marché à part entière faisant l'objet d'un acte d'engagement distinct engageant respectivement chacun des cocontractants.

Les candidats sont autorisés à soumissionner pour un ou plusieurs lots. Le fait de soumissionner vaut reconnaissance, par le candidat (et, le cas échéant, par le futur titulaire), d'avoir procédé à une analyse complète et approfondie de l'ensemble des pièces du dossier de consultation.

Il atteste également avoir pris connaissance, à l'occasion de la visite obligatoire des sites, des conditions réelles d'exécution des prestations, ainsi que des contraintes et obligations afférentes au marché.

Le titulaire du marché, pour chaque lot concerné, s'engage à respecter strictement les stipulations du CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières) et du CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières). Il ne pourra formuler aucune réclamation ni prétendre à une quelconque indemnité du fait des conditions d'exécution des prestations.

Le Crous de Strasbourg se réserve le droit de modifier les volumes des prestations indiqués dans le présent marché, que ce soit par augmentation, diminution ou ajout de prestations.

Ces modifications s'effectueront conformément aux dispositions de l'article R.2194-7 du Code de la Commande Publique.

Dès lors que ces évolutions ne revêtent pas un caractère substantiel, elles pourront être apportées sans nouvelle mise en concurrence. Toute modification entraînant une variation de la masse forfaitaire fera l'objet d'un avenant au marché.

### **3.3 Tranches**

Il n'est pas prévu de tranches.

### **3.4 Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

### **3.5 Forme du marché**

La procédure de consultation est l'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-4 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION**

Le présent marché est conclu pour une durée initiale d'un an qui court à compter du 3 janvier 2026 (ou de sa date de notification lorsqu'elle est postérieure à cette date). Il est reconductible trois fois, par périodes successives d'un an, par décision tacite du pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

La décision de non-reconduction est notifiée au titulaire au plus tard deux mois (2) mois avant la date de fin de validité du marché par tout moyen permettant d'attester de sa bonne réception.

La non-reconduction du marché ne donne lieu à aucun versement d'indemnité.

La durée globale du marché ne peut pas excéder quarante-huit (48) mois.

## **ARTICLE 5 : PIECES CONTRACTUELLES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

### **5.1 Pièces particulières**

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. – FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ✓ L'Acte d'Engagement (AE) par lot et ses éventuelles annexes ;

CCAP : <b>Marché n°25 012 : Réalisation des prestations de nettoyage courant et ponctuel, ainsi que des services associés, pour les résidences universitaires, les restaurants universitaires, une salle de spectacle et les bureaux relevant du Crous de Strasbourg_v3</b>
---

- ✓ La Décomposition de Prix Global et Forfaitaire pour les prestations régulières (lots 1, 4, 5 et 7) ;
- ✓ Le Bordereau des Prix Unitaires pour les prestations à la survenance du besoin (lots 2, 3, 6 et 8) ;
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes :
  - Annexe 1 : La liste des sites concernés par les prestations de nettoyage et les noms des responsables ;
  - Annexe 2 : La liste relative aux obligations de reprise du personnel des titulaires sortants pour les sites du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes ;
  - Annexe 1 : surface des sites de nettoyage
  - Annexe 2 : le plan de formation et les techniques de nettoyage du Crous de Strasbourg
- ✓ Le mémoire technique du titulaire et son cadre de réponse technique (CRT) ;
- ✓ Les comptes rendus issus des réunions de cadrage avec le titulaire dès la notification du marché et en cours d'exécution du marché ;
- ✓ Les bons de commande ;
- ✓ Les éventuels avenants postérieurs à la notification du marché ;
- ✓ La fiche de modèle de contrôle qualité.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces derniers prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

## **5.2 Pièces générales**

Les pièces générales du marché sont :

- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- ✓ Le Code de la commande publique et l'ensemble de ses annexes ;

## **5.3 Actes spéciaux**

- ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

## **ARTICLE 6 : PRESCRIPTIONS D'ORGANISATION RELATIVES AU CROUS DE STRASBOURG**

Afin d'assurer un suivi de qualité des prestations durant toute la durée d'exécution du marché, le Crous de Strasbourg et le prestataire de chaque lot, s'efforceront de maintenir de bonnes relations contractuelles tout au long du marché, afin de garantir une démarche de progrès. Toutes les informations relatives à l'organisation du Crous de Strasbourg (mise à disposition de locaux de stockage, des fluides et énergies, d'équipements, de produits d'entretien,) sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P).

## **ARTICLE 7 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS – PERIMETRES DES PRESTATIONS**

### ***7.1 Modalités d'exécution des prestations récurrentes – forfaitaires***

Les prestations récurrentes, c'est – à - dire régulières sont exécutées dans le cadre du forfait, conformément aux modalités définies dans le CCTP (nature, fréquence, et autres conditions).

Les volumes mentionnés dans le CCTP ont un caractère indicatif et peuvent être ajustés, à la hausse ou à la baisse, par actes modificatifs en fonction de l'évolution des besoins du Crous de Strasbourg.

Les stipulations de l'article 45 du CCAG-FCS s'appliquent au présent marché, sous réserve des dispositions dérogatoires ci-après.

En cas de non-exécution totale ou partielle des prestations, le pouvoir adjudicateur adressera au titulaire une mise en demeure par tout moyen donnant date certaine (lettre recommandée avec accusé de réception, notification via la plateforme de dématérialisation ou courrier électronique avec accusé de réception).

Le délai imparti au titulaire pour exécuter ses obligations est fixé à 48 heures à compter de la notification de la mise en demeure. À l'issue de ce délai, et en l'absence d'exécution satisfaisante, le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire, sans préjudice des pénalités et de la résiliation éventuelle du marché.

En cas d'urgence avérée compromettant la continuité du service public ou la sécurité des usagers, le pouvoir adjudicateur pourra réduire ce délai de mise en demeure à 24 heures. Si la situation l'exige et rend impossible l'attente d'un délai, le pouvoir adjudicateur pourra, à titre exceptionnel, déroger totalement à l'obligation de mise en demeure préalable et recourir immédiatement à un tiers, sous réserve d'en informer sans délai le titulaire.

Tout non- respect des délais entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 18 du présent CCAP.

### ***7.2 Modalités d'exécution des prestations à la survenance du besoin – Bons de commande***

Le présent marché est basé sur une partie à bons de commande afin de permettre au titulaire de répondre aux besoins ponctuels du Crous de Strasbourg.

Pour ces prestations, le marché est exécuté par l'émission de bons de commande émis au fur et à mesure de la survenance des besoins du Crous de Strasbourg.

Ces prestations correspondent à des interventions ponctuelles de nettoyage intégrées au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

A réception d'une demande écrite du Crous de Strasbourg (transmise par mail), le titulaire doit établir un devis correspondant aux prestations demandées.

Une fois que ce devis est validé par le pouvoir adjudicateur, un bon de commande est émis et notifié au titulaire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations dans un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la notification du bon de commande.



En cas d'urgence avérée, ce délai peut être réduit à 48 heures ouvrées.

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution, des pénalités de retard sont appliquées de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG – FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Conformément à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, les bons de commande émis dans le cadre du présent marché précisent au minimum les éléments suivants :

- L'identification des parties : acheteur et titulaire ;
- La référence du marché ;
- Le numéro du lot concerné ;
- La désignation et la référence des prestations à exécuter ;
- La quantité commandée ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) ;
- Le taux de TVA applicable ;
- Le montant total HT et toutes taxes comprises (TTC) ;
- Les lieux d'exécution des prestations ;
- Les modalités de livraison ;
- L'adresse de facturation ;
- Les références du bon de commande : numéro, date d'émission, signature ;
- Le délai d'exécution de la prestation ;
- La date de début et la date de fin d'exécution du bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Toutefois, leur exécution doit impérativement être achevée dans un délai d'un mois après la date de fin du marché.

En cas de résiliation du marché, les bons de commande émis avant la date d'effet de la résiliation demeurent valides.

Le titulaire reste tenu d'assurer l'exécution complète des prestations prévues, jusqu'à leur admission définitive.

Le Crous de Strasbourg n'est tenu à aucun montant minimum de commande concernant cette partie du marché, mais un montant maximum annuel est fixé pour les prestations ponctuelles réalisées à la survenance des besoins et détaillé comme suit :

<b>Lots</b>	<b>Nature des prestations et sites</b>	<b>Montant maximum annuel de commande</b>
Lot 2	Entretien ponctuel des studios en court séjour(hôtellerie) - Sites du Bas-Rhin	10 000 € HT
Lot 3	Entretien ponctuel des logements - Sites du Bas-Rhin	10 000 € HT
Lot 6	Entretien ponctuel de La Pokop - Salle de spectacle Paul Collomp - Site du Bas-Rhin	1500 € HT
Lot 8	Entretien ponctuel hébergements et restaurants – Sites du Haut-Rhin	5000 € HT

CCAP : **Marché n°25 012 : Réalisation des prestations de nettoyage courant et ponctuel, ainsi que des services associés, pour les résidences universitaires, les restaurants universitaires, une salle de spectacle et les bureaux relevant du Crous de Strasbourg\_v3**

## **ARTICLE 8 PILOTAGE DU MARCHÉ**

### ***8.1 Représentation des parties***

#### **Représentation du pouvoir adjudicateur**

En application de l'article 3.3 du CCAG-FCS, le Crous de Strasbourg désigne lors de la notification un interlocuteur, habilité à le représenter auprès du (des) titulaire(s), pour les besoins de l'exécution du marché.

#### **Représentation du (des) titulaire(s)**

En application de l'article 3.4 du CCAG-FCS, le titulaire, pour chaque lot, désigne un ou plusieurs interlocuteurs habilités à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché. Ces interlocuteurs sont désignés lors de la notification du marché.

En outre, le titulaire désigne, dans son mémoire technique, un interlocuteur unique spécifiquement dédié à l'exécution des prestations. Cet interlocuteur constitue l'interlocuteur direct du Crous de Strasbourg.

Il doit être en mesure de se présenter sur site sur convocation de l'acheteur et disposer d'un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Ses missions sont les suivantes :

- Participer aux réunions de suivi organisées avec le représentant de l'acheteur ;
- Assurer le suivi général des prestations ;
- Veiller à la mise en œuvre des méthodes arrêtées par le Crous de Strasbourg ;
- Contrôler la qualité des prestations réalisées ;
- Vérifier la prise en compte des doléances des usagers, ainsi que la sécurité du personnel et des biens ;
- Organiser le travail des équipes ;
- Préparer et suivre les prestations quotidiennes ;
- Veiller à la discipline du chantier et du personnel ;
- Garantir le respect des objectifs qualitatifs définis dans le CCTP.

Il est précisé que l'ensemble du personnel du titulaire demeure placé sous le contrôle et la responsabilité du titulaire.

Chaque partie s'engage à communiquer, sans délai, toute modification des interlocuteurs désignés.

### ***8.2 Remplacement des intervenants***

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances. Il est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre, la qualification de tout personnel intervenant sur le site devant pouvoir être vérifiée par le pouvoir adjudicateur et les services bénéficiaires.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le remplaçant est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur. Tout refus sera motivé.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée, son remplacement s'effectue par dérogations aux conditions prévues à l'article 3.4.3 du C.C.A.G-FCS.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants sans délais à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

### **8.3 Grèves – Continuité du service**

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève du personnel du titulaire et/ou de ses sous-traitants affectés à l'exécution des prestations du marché, le titulaire demeure tenu d'assurer la continuité du service.

Dès le premier jour de grève, le titulaire doit mettre en œuvre un **plan de continuité**, garantissant a minima l'exécution d'un **service minimum obligatoire** destiné à assurer le respect des obligations d'hygiène et de sécurité des usagers et des sites. Ce plan, accompagné des moyens et modalités envisagés doit être soumis à l'agrément écrit du responsable du site concerné. L'organisation retenue pourra faire l'objet d'une réorganisation du site au fur et à mesure de la poursuite de la grève.

En cas de carence du titulaire, et après mise en demeure notifiée par lettre recommandée restée sans effet dans un délai de soixante-douze heures (72) heures, le pouvoir adjudicateur pourra pouvoir directement ou par l'intermédiaire d'une société tierce à la continuité du service, aux frais, risques et périls du titulaire, et ce, pendant toute la durée nécessaire.

Les sommes exposées à ce titre seront recouvrées par tous moyens de droit, y compris par retenue sur les factures mensuelles restant dues au titulaire.

## **ARTICLE 9 : PROLONGATION ET/OU SURSIS DU DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut prolonger le délai contractuel :

- Si le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure ;
- Et à condition que le titulaire en ait formulé la demande dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle sont apparues les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Par conséquent, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ou de sursis du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

## **ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### ***10.1 Obligation de résultat***

Le titulaire du marché par lot est soumis à une obligation de résultat dans l'exécution de ses engagements contractuels, pour l'intégralité des prestations décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les prestations, les fréquences ainsi que les sites concernés par le présent marché sont détaillés dans le CCTP. Il appartient donc au titulaire de mettre en place tous les moyens humains, techniques, matériels et organisationnels pour assurer le meilleur niveau de qualité, son contrôle et inscrire l'exécution du marché dans un processus d'amélioration continue.

Les moyens et modalités décrits dans le CCAP, le CCTP ou dans les documents qui y sont cités constituent des exigences minimales. Ils sont donnés à titre indicatif afin de permettre au titulaire de satisfaire à ses obligations contractuelles.

Ces moyens ne sont en aucun cas limitatifs. Leur respect ne saurait exonérer le titulaire de sa responsabilité, laquelle demeure pleine et entière dès lors que le résultat attendu n'est pas atteint. En conséquence, en cas de résultat non atteint, aucune attestation de service fait ne sera délivrée et aucune facture ne sera réglée.

### ***10.2 Obligations générales et respect de la réglementation***

Le titulaire exécutera les prestations sous sa responsabilité exclusive. A ce titre, il devra respecter, de manière stricte, l'ensemble des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur, et notamment :

- Les prescriptions des cahiers des clauses administratives et techniques particulières (CCAP et CCTP) ;
- Les dispositions du Code du travail, en particulier :
  - Les articles L8241-1 à L8243-2 relatifs au prêt illicite de main-d'œuvre ;
  - Les articles L8231-1 à L8234-2 relatifs au délit de marchandage ;
  - Les articles L8221-1 à L8227-7 relatifs au travail dissimulé ;
  - Les articles L8251-1 à L8256-8 relatifs à l'emploi de salariés étrangers sans titre de travail ;
  - Les articles D8254-1 à D8254-6 relatifs à la vérification préalable des titres de travail ;
  - Les articles L4741-1 à L4741-14 relatifs aux infractions aux règles de santé et de sécurité au travail ;
- Les lois n°91-1383 du 31 décembre 1991, n°98-349 du 11 mai 1998, n°2003-1119 du 26 novembre 2003 n°2003-239 du 18 mars 2003, ainsi que leurs décrets d'application, relatifs à la lutte contre le travail illégal, à l'entrée et au séjour des étrangers en France, et à la sécurité intérieure ;
- Les textes en vigueur ou à paraître relatifs à la protection de la main-d'œuvre, à la santé, à l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail ;
- Les obligations sociales et les conventions collectives applicables à la branche d'activité du titulaire, y compris celles rendues obligatoires par arrêté d'extension.

Le titulaire devra faire bénéficier l'ensemble de son personnel des droits issus de la législation sociale en vigueur pendant toute la durée d'exécution du marché.

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir. La responsabilité du titulaire peut être engagée dans la mesure où il apparaît qu'il n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en œuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour l'acheteur.

Le Crous de Strasbourg ne pourra en aucun cas être tenu responsable des manquements du titulaire à ses obligations légales, réglementaires ou conventionnelles, notamment en matière de droit du travail.

### **10.3 Reprise du personnel**

En application des dispositions de l'article L.1224-1 du Code du travail et de l'article 7 de la Convention Nationale des Entreprises de Propriété et Services Associés du 26 juillet 2011 le titulaire s'engage à reprendre le personnel du précédent marché de nettoyage.

Le titulaire du marché par lot, rentrant dans le champ d'application de l'annexe 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés, s'engage à assurer la continuité des contrats de travail du personnel en cas de changement de prestataire, dans les conditions prévues dans cette annexe.

Cette application concerne les obligations de reprise du personnel du titulaire dont la liste est fournie en annexe 2 du CCAP.

Les informations relatives au personnel à reprendre ont été transmises par le titulaire sortant.

Le Crous de Strasbourg n'étant pas à l'origine de ces informations, celles-ci ne sauraient dès lors engager sa responsabilité.

### **10.4 Liste nominative du personnel**

Le titulaire doit fournir au responsable du site avant tout début d'exécution la liste nominative des personnels intervenants dans le cadre des prestations et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux.

Le titulaire doit la tenir à jour au fur et à mesure des évolutions de personnel au sein de l'entreprise.

En cas de remplacement du personnel du titulaire désigné à l'exécution des prestations de nettoyage par un personnel intérimaire, le titulaire est tenu d'informer le Crous de Strasbourg de sa planification et de fournir les justificatifs attestant la bonne formation de ses employés à la prestation exécutée. Toute absence et tout remplacement, même de courte durée, devront être impérativement et promptement signalés à l'établissement soit avant le départ de l'agent dans l'hypothèse de congés programmés ou le jour même en cas de maladie, d'absences imprévues.

En cas d'absence d'un agent d'exécution, et pour quelque motif que ce soit, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente ou ayant acquis la formation des procédures dans les zones de son affectation. Chaque nouvel agent sera présenté à son service d'affectation par l'encadrement, lors de sa prise de poste muni de son certificat d'aptitude médicale.

## **10.5 Personnel du titulaire**

### **10.5.1 Transfert du personnel**

Les informations relatives à la masse salariale des personnels à reprendre, pour chaque lot concerné sont précisées en annexe 2 du présent CCAP.

Les soumissionnaires prendront en considération cette liste pour indiquer dans leur offre la composition et l'effectif de chaque catégorie de personnel pressenti pour l'équipe de nettoyage intervenant.

### **10.5.2 Clause de réversibilité : informations sur la masse salariale et le personnel**

A la demande du Crous de Strasbourg, le titulaire devra communiquer, dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la demande, les informations concernant la masse salariale et le personnel affecté au marché, sous peine de l'application de la pénalité prévue au présent CCAP.

### **10.5.3 Lien de subordination**

Les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et sont placés sous son autorité y compris pour les interventions exécutées dans les locaux des sites concernés par ce présent marché.

Le personnel du titulaire ne pourra en aucun cas être assimilé juridiquement à un salarié du Crous quelle que soit la durée de la prestation.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les personnels du Titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du titulaire.

### **10.5.4 Sécurité et protection du personnel (tenues de travail et équipements de protection, visite médicale d'embauche, comportement du personnel, service minimal en cas d'arrêt de travail)**

#### **Tenues de travail et équipement de protection**

Le personnel affecté aux prestations de nettoyage devra effectuer ses missions dans une tenue correcte, propre et adaptée, fournie et entretenue par le titulaire du marché.

Chaque agent devra disposer d'un nombre suffisant de tenues permettant de garantir le port d'une tenue propre à chaque prise de service. Cette exigence s'applique également au personnel de remplacement, en cas d'absence d'un agent titulaire.

Lors des opérations impliquant la manipulation de déchets, le titulaire devra fournir à son personnel l'ensemble des équipements de protection individuelle (EPI) nécessaires, conformément à la réglementation en vigueur, afin d'assurer leur sécurité et de prévenir tout risque d'accident.

#### **Visites médicales**

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet d'autre part son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

## **Comportement du personnel**

Le titulaire s'engage à faire respecter par son personnel le règlement intérieur de chaque site d'intervention. Ce règlement est consultable sur site.

Il est en outre interdit :

- D'utiliser le téléphone à d'autres fins que professionnelles ;
- De fumer dans les locaux ;
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- De provoquer du désordre d'une façon quelconque sur les lieux de travail ;
- De manquer de respect aux personnels et visiteurs des sites ;
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail par une personne étrangère à l'entreprise titulaire ;
- De récupérer pour son compte ou celui d'un tiers, tout matériel, même semblant avoir été laissé à l'abandon.

## **Service minimal en cas d'arrêt de travail**

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire est tenu d'assurer un plan de continuité d'activité permettant la mise en œuvre du service minimal.

Dans cette hypothèse, une réfaction concernant les prestations non exécutées sera opérée sur la facture concernant la période pendant laquelle le nettoyage n'a pas été effectué.

### ***10.6 Obligation d'information, de conseil et de mise en garde***

Le titulaire est tenu à l'égard du Crous de Strasbourg à une obligation d'information, de conseil, de mise en garde et notamment d'alerte concernant tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Ces obligations s'appliquent pendant toute la durée du marché, c'est-à-dire jusqu'à la réception des prestations effectuées par le titulaire.

### ***10.7 Plan de prévention***

En application de l'article R.4512- 7 du Code du travail, un plan de prévention écrit est établi après notification du marché, conjointement par le Crous de Strasbourg et le titulaire et pour chaque sous – traitant éventuel.

Ce document doit être établi dans un délai maximum de 15 jours à compter de la notification du marché.

Le Crous de Strasbourg se réserve le droit d'interrompre toute prestation qui ne serait pas conforme aux dispositions prévues.

Si en cours de réalisation de la prestation, des modifications sur les risques apportés par le titulaire et ses sous-traitants éventuels apparaissent, une mise à jour du plan de prévention doit être demandée au Crous de Strasbourg.

### ***10.8 Obligation de confidentialité***

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour garantir la confidentialité des informations, documents ou objets auxquels il pourrait avoir accès dans le

cadre de l'exécution du présent marché, et ce, même en l'absence d'une mention explicite de leur caractère confidentiel.

Ces éléments ne pourront, sans autorisation écrite préalable du Crous de Strasbourg, être divulgués, publiés, communiqués à des tiers, ni utilisés à d'autres fins que celles prévues par le marché, y compris après son expiration.

Le titulaire veillera au respect de cette obligation par l'ensemble de son personnel ainsi que, le cas échéant, par ses sous-traitants et fournisseurs.

Le Crous de Strasbourg pourra exiger, à tout moment, la restitution de tout support ou document contenant des informations confidentielles transmis dans le cadre du marché.

Toute violation de cette obligation de confidentialité pourra entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

#### **ARTICLE 11 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES**

Le titulaire s'engage à respecter la politique de gestion des déchets mise en place par le Crous de Strasbourg, concernant le tri, la gestion des emballages, les méthodes de nettoyage et la prise en compte des économies d'eau et d'énergie, ainsi que la formation des agents de nettoyage au respect des consignes de collecte sélectives des déchets.

Il s'engage à réduire l'utilisation du papier en favorisant la dématérialisation des documents et des échanges d'informations lorsque cela est compatible avec les exigences légales et contractuelles et l'utilisation du papier recyclé ou éco-labellisé dans les cas où l'impression est nécessaire.

**Le titulaire est tenu de produire, à la demande du Crous de Strasbourg, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.**

#### **ARTICLE 12 : CALENDRIER DES PRESTATIONS**

Dans un délai maximum de 15 jours à compter de la notification du marché, le titulaire doit soumettre à l'agrément du pouvoir adjudicateur un calendrier mensuel prévisionnel des prestations.

Ce calendrier devra être actualisé régulièrement en fonction de l'expérience acquise sur site et du niveau de satisfaction des usagers.

#### **ARTICLE 13 : CADRE D'INTERVENTION**

En raison de la diversité des fonctions des bâtiments concernés, certaines contraintes doivent être prises en compte afin de ne pas perturber le bon fonctionnement des établissements.

Les horaires, effectifs d'intervention, définis espace par espace et site par site, seront arrêtés en concertation avec le Crous de Strasbourg. Ils seront précisés au titulaire lors de la réunion de cadrage prévue à cet effet.

Cette adaptation organisationnelle ne donne lieu à aucune modification des conditions financières ou administratives du marché.

Les prestations attendues sont détaillées pour chaque site situé dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, dans le cahier des clauses techniques particulières.



## **ARTICLE 14 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

Aucune prestation du présent marché n'est réservée, au titre des articles R.2113-7 et R.2113-8 du Code de la commande publique, aux opérateurs économiques employant des personnes en situation de handicap ou défavorisées, ni aux structures relevant de l'économie sociale et solidaire.

## **ARTICLE 15 MODIFICATION DES PRESTATIONS – CLAUSE DE REEXAMEN**

Toute modification de prestation nécessite au préalable un accord par avenant signé des deux parties.

### ***15.1 Clause générale de réexamen***

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence, "lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage".

### **Prestations supplémentaires ou modificatives**

Les modifications pourront notamment porter sur :

- La surface de nettoyage des locaux (augmentation ou diminution de la surface, rajout ou suppression d'un site, suspension temporaire de l'exploitation d'un bâtiment pour rénovation, dommages ou dysfonctionnements)
- Les prestations de nettoyage (rajout ou suppression d'une prestation, changement de destination/usage des locaux) ;
- La nature de la surface objet du nettoyage ;
- La fréquence de nettoyage (quotidienne, hebdomadaire, mensuelle...)
- Evolution technique et réglementaire dans ce cas les parties peuvent convenir de :
  - La substitution de références de produits, de matériels ou de prestations faisant l'objet du marché par des références, matériels ou prestations au moins équivalents, dès lors que ces derniers appartiennent au BPU du marché national des Crous ;
  - L'ajout de références de produits, matériels ou de prestations faisant l'objet du marché par des références, matériels ou prestations nouveaux dès lors que ces derniers appartiennent au BPU du marché national des Crous ;
  - Le Titulaire fournit à l'appui de sa demande les références et caractéristiques des produits, matériels ou prestations qu'il souhaite remplacer ou ajouter ainsi que les motifs de la demande (innovation technologique : par exemple nouvelle méthode de désinfection, changement de technique, modification de réglementation...) ;
  - La modification des modalités d'exécution des prestations ;
  - La modification des demandes de paiement ;
  - La modification éventuelle des seuils des montants annuels de commande pour les prestations ponctuelles ;

- La modification des modalités de règlement des comptes à savoir le paiement partiel mensuel égal au douzième du montant forfaitaire annuel sur lequel le titulaire s'est engagé dans l'acte d'engagement ;
- Le Titulaire s'engage à informer l'acheteur de toute évolution technologique ayant un impact substantiel sur la prestation ;

Une modification en cours d'exécution sera formalisée à travers un avenant. Elle pourra être sans incidence financière tout comme avec incidence financière (à la hausse ou à la baisse). En cas d'incidence financière, cette dernière est tenue de rester cohérente avec l'offre initiale.

### **15.2 Modification financières pour circonstances imprévisibles**

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour le pouvoir adjudicateur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le pouvoir adjudicateur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

## **ARTICLE 16 EMPLOI DE LA LANGUE FRANCAISE**

Toutes les correspondances, visites, réunions et discussions relatives au dit marché se déroulent en langue française. Ainsi, tous les documents de l'offre ainsi que de la candidature rédigée dans une autre langue, devront obligatoirement faire l'objet d'une traduction en français.

## **ARTICLE 17 CONTROLE ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS**

Pour constater le respect de l'obligation de résultat, le Crous de Strasbourg effectue régulièrement des contrôles de qualité des prestations de nettoyage réalisées par le titulaire.

Les modalités des opérations de vérification, de réfaction et d'admission détaillés ci-après dérogent aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS.

### **17.1 Règles particulières appliquées lors du contrôle**

Le contrôle est effectué de manière contradictoire chaque trimestre, en présence du titulaire, sur chacun des sites. L'acheteur fournit le planning prévisionnel de ces contrôles. Dans le cadre de ces contrôles contradictoires, si nécessaire, l'une ou l'autre des parties peut se faire représenter ou accompagner par des personnes de son choix, à condition d'en avoir préalablement informé l'autre partie. Ces contrôles portent sur des sites et des zones choisis de manière aléatoire et s'effectuent conformément aux modalités définies au CCTP.

### **17.2 Contrôle inopiné**

Le Crous de Strasbourg se réserve le droit de procéder à des contrôles inopinés.

Ce type de contrôle peut être déclenché après un examen visuel, un signalement des agents ou encore à la suite d'un contrôle programmé ayant déjà relevé un objectif non atteint.

Le nombre mensuel de contrôles inopinés n'est pas limité et peut se formaliser par la prise de photos des manquements constatés. Pour souligner une situation de non-conformité, l'agent de l'organisme chargé du contrôle exécutera les tests de la même manière que les tests prévus trimestriellement.

#### **17.4 Décisions après vérifications**

A l'issue des opérations de vérification, le Crous de Strasbourg prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations. Cette décision se matérialise par la signature d'une attestation par le pouvoir adjudicateur ou son représentant dûment habilité.

Celle-ci sera envoyée au titulaire dans un délai de 15 jours à compter de l'exécution de la prestation, par mail qui la renverra signée avec sa facture au Crous de Strasbourg.

Pour les prestations régulières, la fourniture de l'attestation est mensuelle.

Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

Par dérogation aux articles 30.2.1 et 30.4.3 du CCAG-FCS, si la prestation exécutée ne correspond pas aux spécifications du marché, le titulaire s'engage à prendre les dispositions nécessaires afin de respecter les spécifications du marché, au plus tard dans un délai de 8 jours à compter de la date de l'ajournement ou du rejet des prestations.

#### **ARTICLE 18 PENALITES – REFACTIONS**

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard (sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS), il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Ainsi, en cas de non-respect de ses obligations et suivant l'importance des manquements constatés, il a été défini des montants de pénalités encourus par le titulaire par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS.

En complément de ces pénalités des refactions pourront être appliquées en cas de contrôle de qualité insatisfaisante. (Cf. article 17 du présent CCAP).

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire du marché par lot est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du Crous de Strasbourg de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent sur une période mensuelle et sont déduites de la facture mensuelle du titulaire le mois suivant le calcul des pénalités.

Les défaillances sont constatées au cours des contrôles programmés ou inopinés.

En tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra excéder 10% du montant forfaitaire annuel des prestations régulières de nettoyage.

### **18.1 Pénalités liées à l'exécution du marché**

<b>18.1.1 Manquement aux obligations administratives du titulaire</b>	
Une pénalité s'applique en cas de retard dans la remise des documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Planning d'exécution de l'ensemble des prestations, à transmettre dans les 15 jours suivant la notification du marché ;</li> <li>✓ Communication des copies des titres de résidence et autorisations de travail des personnels étrangers à transmettre dès la notification du marché ;</li> <li>✓ Liste nominative des personnels et mise à jour de la liste dès la notification du marché.</li> <li>✓ Toute modification affectant sa situation juridique ou économique</li> </ul>	30 € par jour de retard (jour ouvré, à savoir du lundi au vendredi inclus)
Une pénalité s'applique en cas de non-présentation des attestations fiscales et sociales selon la période fixée et après lancement d'une invitation au titulaire à présenter ses observations, restée sans réponse au terme du délai de 15 jours.	500 € par jour de retard
Une pénalité s'applique pour non remise de l'attestation d'assurance après lancement d'une invitation au titulaire à présenter ses observations, restée sans réponse au terme du délai de 15 jours.	150 € par jour de retard
Une pénalité s'applique pour non-respect de l'obligation de porter un vêtement de travail propre et conforme à la nature des tâches réalisées, par cas constaté.	150 €
Une pénalité s'applique en cas d'utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel, par cas constaté.	150 €
Une pénalité s'applique pour un comportement inapproprié du personnel du titulaire (exemples : injures, permission d'accès aux sites à des personnes extérieures, consommation d'alcool...), par cas constaté.	150 €
Absence de plannings des prestations non journalières.	100 €
Absence injustifiée du titulaire à une réunion programmée.	80 €
Non-respect des consignes de sécurité définies au plan de prévention.	150 €
Sanction pour défaut de qualification des intervenants, par cas constaté.	150 €

Pénalités pour non-communication du tableau de masse salariale.	100 €
<b>18.1.2 Pénalités spécifiques</b>	
Pénalités pour perte des clés ou badges.	50 €
Non remise des badges et clés dans les délais fixés.	50 €
Pénalités pour constatation de l'absence de déclaration d'un sous-traitant auprès du pouvoir adjudicateur.	150€

<b>18.1.3 Pénalités liées à l'exécution des prestations régulières et/ou à la survenance du besoin</b>	
<b>18.1.3.1 Pour les prestations régulières lots 1, 4, 5 et 7</b>	
Pour les prestations journalières, hebdomadaires et mensuelles, en cas de non-respect des fréquences contractuelles d'exécution des prestations équivalent, à la non-réalisation de la prestation, le titulaire encourt en cas d'absence de réponse à l'invitation du Crous à présenter ses observations dès le premier constat, l'application de la pénalité.	100 € par anomalie constatée à partir du premier constat
Pour les prestations trimestrielles, semestrielles et biennuelles en cas de non-respect des fréquences contractuelles d'exécution des prestations équivalent à la non-réalisation de la prestation, le titulaire encourt en cas d'absence de réponse à l'invitation du Crous à présenter ses observations dès le premier constat, l'application de la pénalité.	100 € par anomalie constaté dès le premier constat
<b>18.1.3.2 Pour les prestations exécutées à la survenance du besoin lots 2,3, 6 et 8</b>	
Une pénalité est appliquée en cas d'absence de réponse à l'invitation du Crous à présenter ses observations en cas de non-réalisation de la prestation.	100 € par anomalie constatée à partir du premier jour
Une pénalité est appliquée en cas d'absence de réponse à l'invitation du Crous à présenter ses observations en cas de report de l'exécution des prestations, sans accord préalable du Crous de Strasbourg, par rapport à la date communiquée par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans le bon de commande.	50% du prix de la prestation figurant dans les BPU, par prestation et à partir du premier jour de constat.
<b>18.1.4 Pénalités pour non-conformité relative à la qualité des prestations</b>	
Si après contrôle qualité réalisé dans les conditions énoncées à l'article 16 du présent CCAP, l'objectif n'est pas atteint, les pénalités suivantes sont appliquées. En cas de non-respect de ses engagements contractuels sur la qualité d'exécution des prestations définies au CCTP, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable :	
Une pénalité est appliquée en cas de qualité jugée médiocre et en l'absence d'actions correctives pour les prestations régulières ou sur la demande d'intervention pour les prestations ponctuelles.	20% du prix figurant sur la facture mensuelle.
L'ajournement des prestations est appliqué en cas de qualité jugée insuffisante, le titulaire est tenu d'effectuer à nouveau les prestations ajournées sans supplément de prix, dans un délai déterminé par le pouvoir adjudicateur.	150 € par constat pour prestation complémentaire non exécutée.
CCAP : <b>Marché n°25 012</b> : Réalisation des prestations de nettoyage courant et ponctuel, ainsi que des services associés, pour les résidences universitaires, les restaurants universitaires, une salle de spectacle et les bureaux relevant du Crous de Strasbourg_v3	

## **18.2 Réfections**

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut admettre les prestations avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées, s'il estime qu'elles ne sont pas entièrement conformes aux stipulations du marché. Le titulaire a une obligation de résultat, en cas de manquement, le pouvoir adjudicateur adresse une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, doublée d'un envoi par courrier électronique, lui notifiant le projet de réfaction applicable sur la facture mensuelle du mois concerné.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception, pour présenter ses observations. En cas de silence du titulaire, passé ce délai, celui-ci est considéré comme ayant accepté la réfaction.

Les réfections sont de nature à réduire le prix des prestations soit incomplètes ou ne présentant pas le niveau de qualité attendu. Les pénalités de l'article 18.1 sanctionnent un retard, ou de manière générale, tout manquement aux obligations du titulaire.

## **ARTICLE 19 MODIFICATION PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DU TITULAIRE**

Le Titulaire du lot concerné, conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, est tenu de notifier dès qu'il en a connaissance auprès de l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le Titulaire ;
- A la forme juridique du titulaire ;
- A la raison sociale du titulaire ou à sa dénomination ;
- A l'adresse du siège du titulaire ;
- Changement d'interlocuteur unique ;
- Et généralement toutes les modifications importantes relatives au fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Ces notifications doivent être transmises par écrit à l'adresse générique du service de la commande publique [achat@crous-strasbourg.fr](mailto:achat@crous-strasbourg.fr), afin de garantir une communication efficace et un suivi approprié.

## **ARTICLE 20 COTRAITANCE**

Conformément aux dispositions de l'article R2142-19 et de l'article R2142-20 du CCP, le candidat a la possibilité de présenter sa candidature sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire.

## **ARTICLE 21 SOUS-TRAITANCE**

Conformément à l'article L.2193-2 du CCP, la sous-traitance est l'opération par laquelle un opérateur économique confie par un sous-traité, et sous sa responsabilité, à une autre personne appelée sous-traitant, l'exécution d'une partie des prestations du marché conclu avec l'acheteur.

Les modalités d'acceptation et d'agrément du sous-traitant sont précisées aux articles L2193-4 à L2193-7 du CCP.

Ainsi, l'opérateur économique peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La déclaration de sous-traitance peut donc intervenir :

- Soit au moment du dépôt de l'offre. Le soumissionnaire identifie dans son offre le sous-traitant auquel il envisage de faire appel, ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées. Il fournit également à l'acheteur une déclaration mentionnant l'ensemble des informations suivantes conformément à l'article R2193-1 du CCP :
  - 1° La nature des prestations sous-traitées ;
- 2° Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- 3° Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- 4° Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- 5° Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre Ier du titre IV.

-soit en cours d'exécution du marché. Le titulaire remet à l'acheteur un acte spécial de sous-traitance, précisant l'ensemble des éléments indiqués ci-dessus.

Le titulaire du marché pourra utiliser le nouveau formulaire DC4 prévu à cet effet.

## **ARTICLE 22 CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE**

### ***22.1 Forme du prix***

Les prestations récurrentes sont réglées par application des prix forfaitaires contenus dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, la « DPGF », onglet dédié pour les lots 1, 4, 5 et 7.

Les prestations exécutées à la survenance du besoin sont réglées par application des prix unitaires contenus dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, le « BPU », appliqués aux quantités réellement exécutées, onglet dédié pour les lots 2, 3, 6 et 8.

De plus, les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés pouvant apparaître dans la décomposition des prix, ne peuvent en aucun cas conduire à une modification du prix forfaitaire porté dans l'acte d'engagement.

Il s'agit donc d'un marché public mixte de type forfaitaire pour les prestations récurrentes et de type unitaire exécuté à la survenance du besoin, avec émission de bons de commande, pour les prestations ponctuelles.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations. Le titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix du marché.

## **22.2 Nature du prix**

Les prix sont fermes durant la première période du marché soit jusqu'au 31/12/2026, en application de l'article R.2112-9 du code de la commande publique.

En cas de reconduction, les prix seront mis à jour selon les modalités qui figurent au point 22.4.

## **22.3 Contenu du prix**

Les prix indiqués dans les BPU et les DPGF comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

## **22. 4 Mise à jour du prix – Révision**

En cas de reconduction du marché, la révision des prix s'effectuera à l'échéance annuelle du marché (date anniversaire du marché, c'est-à-dire à la date de notification).

La révision s'effectuera par application de la formule suivante :

$$\mathbf{Pr = P0 * (It / I0)}$$

Dans cette formule :

- **Pr** = Prix révisé
- **P0** = Prix initial du marché
- **It** = Valeur de référence de l'Index Propreté du trimestre de révision de prix (second trimestre de l'année 2026)
- **I0** = Valeur de référence de l'Index Propreté du trimestre de remise de l'offre connu (à savoir le second trimestre publié le 24 septembre 2025)

Précisions sur l'Index Propreté de référence :

Après évaluation positive par les institutions de référence (DGCCRF & Insee), la FEP et les acteurs du Monde de la Propreté ont créé en octobre 2023 l'Index Propreté mesurant l'évolution des coûts des entreprises de Propreté réunies sous le code NAF principal 8121Z. Cet index composé de sept indices officiels pondérés est publié trimestriellement sur le site en accès libre [www.index-proprete.fr](http://www.index-proprete.fr).

L'index est actualisable tous les trimestres, soit quatre fois par an. L'actualisation trimestrielle ne pourra toutefois intervenir qu'une fois les dernières valeurs des 7 indices composant l'index connues, au mieux à la fin du trimestre suivant. Exemple : la valeur de l'index pour le 1er trimestre 2025 sera connue, au plus tôt, en fin du 2ème trimestre 2025.

**La révision peut être demandée dès la parution du nouvel indice, néanmoins la révision est à la seule initiative du titulaire et ne sera applicable qu'à compter de la demande.**



### **Variations imprévisibles**

Si des variations importantes et imprévisibles sont susceptibles de modifier de façon substantielle l'économie du marché, le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur sans délai accompagné des pièces justificatives de l'évolution du cours officiel de la prestation concernée et de la décomposition exacte du prix de revient.

Dans tous les cas, aucune modification de prix ne peut intervenir sans une validation expresse du Crous de Strasbourg.

### **Clause de sauvegarde**

En cas de désaccord, le Crous de Strasbourg peut résilier du marché sans indemnité pour le titulaire lorsque l'application des révisions entraîne une augmentation des prix supérieure à 5%.

## **ARTICLE 23 FACTURATION**

### ***23.1 Modalités relatives à la facturation***

La facture afférente au présent marché devra mentionner outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date de facturation ;
- Le numéro du marché : 25 012 ;
- Le numéro du lot concerné et son intitulé ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- L'intitulé de la prestation, exactement définie ;
- Le numéro du bon de commande le cas échéant ;
- Le montant hors T.V.A. de la prestation ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Le montant total T.T.C., soit T.V.A. incluse.

Les demandes de paiement peuvent être adressées par tout moyen permettant de donner une date certaine à la réception de la demande de paiement par l'administration, à savoir :

- ❖ Uniquement de manière électronique conformément aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 du CCP.

Le titulaire du marché transmet sa demande de paiement sous forme de facture électronique sur le portail de facturation Chorus Pro accessible à l'URL suivant :

<https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>

Sur le portail de facturation Chorus Pro, les informations liées au numéro de Siret du Crous : 186 706 446 00017 et au code service : 1001 seront nécessaires pour le dépôt de la facture.

### ***23.2 Délais de règlement***

Conformément aux articles L2192-10 et R2192-10 du CCP, le délai de paiement est fixé à trente jours pour les pouvoirs adjudicateurs. Ce délai peut être éventuellement suspendu si la facture ou la prestation correspondante ne sont pas conformes aux exigences du marché. Le titulaire du marché en sera informé par écrit (soit par mail, soit par lettre recommandée avec accusé de réception).

Conformément à l'article R2192-12 du CCP, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Selon les dispositions de l'article R2192-14 du CCP, la date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par les services du pouvoir adjudicateur.

Ainsi par application des dispositions de l'article R2192-15 du CCP, lorsque la demande de paiement est transmise par voie électronique en application des articles L2192-1 à L2192-3 du CCP, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond :

- Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé, à la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture et, pour les autres pouvoirs adjudicateurs, à la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation, mentionnée à l'article L2192-5 du CCP ;
- Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service, à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur ce portail de facturation.

Par ailleurs, le Crous de Strasbourg a mis en place un service facturier, qui sera désormais l'interlocuteur privilégié des titulaires en cours d'exécution du présent marché pour toutes questions liées à la facturation. Une adresse électronique a été créée, afin de disposer d'un point d'entrée unique : [sfact@crous-strasbourg.fr](mailto:sfact@crous-strasbourg.fr)

### **23.3 Intérêts moratoires**

Les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Ainsi, conformément à l'article R2192-31 du CCP, il est fait application du taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne (BCE) augmenté de huit points, et ce quelles que soient par ailleurs les stipulations du présent marché.

Le dépassement du délai de paiement ouvre également de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, en plus du bénéfice d'intérêts moratoires, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement (article D2192-35 du CCP), montant forfaitaire dû dès le 1er jour de retard, qui s'ajoute systématiquement aux pénalités de retard, mais qui n'est pas inclus dans la base de calcul des intérêts moratoires.

## **ARTICLE 24 CLAUSES DE SURETE ET FINANCEMENT**

### **24.1 Retenue de garantie**

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les sommes dues en exécution du marché.

### **24.2 Avance et acompte**

Il sera fait application de l'option A. En application de l'article R2191-3 du CCP, une avance est accordée au titulaire d'un marché public lorsque le montant initial du marché public est supérieur à 50 000 € H.T et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Conformément aux dispositions de l'article R2191-5 du CCP, le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance. En effet, si la partie B4 de l'acte d'engagement (formulaire ATTR11) dédiée à l'octroi de l'avance n'est pas dûment complétée, le soumissionnaire est présumé avoir renoncé au bénéfice de l'avance.

Conformément aux dispositions des articles R2191-7 et R2191-10 du C.C.P, le taux de l'avance est fixé, pour l'exécution du présent marché, à 5%. Néanmoins conformément à l'article R2191-7 du C.C.P, le taux de l'avance est porté à 30% lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du C.C.P.

Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous – traitants et donnant lieu à paiement direct.

Concernant la demande d'acomptes, il sera fait application des articles R2191-20 à R2191-22 du C.C.P.

### **24.3 Cession de créance et nantissement**

Conformément à l'article L.2191-8 du Code de la Commande Publique, le titulaire d'un marché peut céder la créance qu'il détient sur l'acheteur à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire. Le titulaire d'un marché peut nantir la créance qu'il détient sur l'acheteur auprès d'un établissement de crédit ou d'un autre créancier.

A ce titre, il sera également fait application des dispositions des articles R2191-45 à R2191-50 et des articles R2191-52 à R2191-62 du Code de la Commande Publique.

### **ARTICLE 25 ASSURANCES**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre des responsabilités relatives à sa mission.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance des prestations, objet du présent marché.

### **ARTICLE 26 RESILIATION**

Il sera fait application des dispositions des articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

### **ARTICLE 27 DIFFERENDS ET LITIGES**

Conformément à l'article 46.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Conformément à l'article 46.2 du CCAG-FCS, tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Conformément à l'article 46.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Il sera donc fait application de l'article 46 du CCAG-FCS dans sa totalité.

Cependant, si aucune solution amiable n'a été trouvée par les parties et que le différend persiste, le tribunal administratif de Strasbourg est seul compétent pour tout litige survenant à l'occasion du présent marché.

### **Tribunal Administratif de Strasbourg**

31 Avenue de la Paix

67 000 Strasbourg

Téléphone : 03 88 21 23 23

Courriel : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de Justice Administrative, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du Code de Justice Administrative.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du Code de Justice Administrative, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.
- Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au tribunal aux coordonnées indiquées ci-dessus.

## **ARTICLE 28 DEROGATIONS AU CCAG-FCAS**

L'article 5 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;

L'article 7.1 du présent CCAP déroge à l'article 45 du CCAG-FCS ;

L'article 7.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS ;

L'article 8.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS ;

L'article 17 du présent CCAP déroge aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG-FCS ;

L'article 18 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS